

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg,



Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Vendredi, le 7 juin 1957.

N° 36

Freitag, den 7. Juni 1957.

Arrêté grand-ducal du 29 mai 1957 désignant les autorités compétentes pour l'application de la Convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrement de créances fiscales, signée à Bruxelles, le 5 septembre 1952.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la Convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrement de créances fiscales, signée à Bruxelles le 5 septembre 1952 et approuvée par la loi du 24 décembre 1955 et notamment les articles 1, 3, 4, 7 et 8 de ladite Convention ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. En vue de l'application de la Convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrement de créances fiscales, signée à Bruxelles le 5 septembre 1952, sont désignées comme autorités compétentes :

1) pour adresser une réquisition à l'autorité compétente de la Belgique ou des Pays-Bas, le receveur chargé de la perception et du recouvrement ;

2) pour procéder au recouvrement et pour prendre des mesures conservatoires sur réquisition de l'autorité compétente de la Belgique ou des Pays-Bas, tout agent compétent pour recouvrer des impôts, droits et taxes luxembourgeois qui par application de l'article 4 de la Convention auront été reconnus similaires aux impôts, droits et taxes faisant l'objet de la réquisition ;

3) pour régler, de commun accord avec les autorités compétentes de la Belgique et des Pays-Bas, les questions relatives à la procédure de l'assistance, à la conversion et au transfert des sommes recouvrées, à la détermination d'un montant minimum des sommes à recouvrer, au remboursement des frais de poursuites irrécouvrables ainsi que toutes autres questions connexes, Notre Ministre des Finances ou son délégué.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 29 mai 1957.

Charlotte.

Le Ministre des Finances,
Pierre Werner.

Arrêté ministériel du 23 mai 1957 portant assimilation des impôts luxembourgeois aux impôts belges et néerlandais en vue de l'application de la Convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrement des créances fiscales, signée à Bruxelles, le 5 septembre 1952.

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 4, paragr. 1^{er} de la Convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrement des créances fiscales, signée à Bruxelles le 5 septembre 1952 et approuvée par la loi du 24 décembre 1955;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

Art. 1^{er}. En vue de l'application de la Convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrement de créances fiscales, signée à Bruxelles le 5 septembre 1952, sont reconnus similaires aux impôts belges et aux impôts néerlandais mentionnés respectivement dans les colonnes 1 et 2 du tableau annexé, qui fait partie intégrante du présent arrêté, les impôts luxembourgeois mentionnés dans la colonne 3 en regard des impôts précités.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 23 mai 1957.

Le Ministre des Finances,
Pierre Werner.

TABLEAU D'ASSIMILATION

des impôts, taxes et droits belges et néerlandais aux impôts, droits et taxes luxembourgeois en vue de l'application de la Convention signée à Bruxelles le 5 septembre 1952.
(Annexe à l'arrêté ministériel du 23 mai 1957).

Impôts belges	Impôts néerlandais	Impôts luxembourgeois
1	2	3
Taxe professionnelle	Inkomstenbelasting	Contributions directes perçues par l'Administration des Contributions
Contribution nationale de crise	Vennootschapsbelasting	
Impôt complémentaire personnel	Loonbelasting	
Taxe mobilière	Commissarissenbelasting	
Contribution foncière	Dividendbelasting	
Taxe sur le revenu cadastral des immeubles appartenant aux unions professionnelles	Vermogensbelasting	
Taxe militaire	Vereveningsheffing	
Taxe spéciale sur le produit de la location du droit de chasse, de pêche ou de tenderie	Grondbelasting (y inclus la «ruilverkavelingsrente» et la «jachtrente» perçues le cas échéant simultanément avec la «Grondbelasting»)	
Taxe sur les jeux et paris	Personele Belasting	
Taxes provinciales de toute nature (perçues par l'Etat) exceptée la taxe sur le permis de port d'armes et la taxe frappant les débits, de boissons fermentées ou spiritueuses		

Impôts belges	Impôts néerlandaises	Impôts luxembourgeois
1	2	3
Droits d'enregistrement d'hypothèque et de greffe	Registratierecht	Droits d'enregistrement et d'hypothèque
Droits de timbre	Zegelrecht	Droits de timbre
Droits de succession, de mutation par décès et taxe compensatoire des droits de succession	Successie- en schenkingsrecht en recht van overgang	Droits de succession et de mutation par décès
Taxes assimilées au timbre	Omzetbelasting	Impôt sur le chiffre d'affaires
Droits d'entrée	Invoerrecht	Droits d'entrée
Droits d'accise perçus à l'importation	Accijnzen bij invoer	Droits d'accises perçus par l'Administration des Douanes
Droits d'accise intérieurs	Binnenlandse accijnzen	
Taxe spéciale de consommation sur les alcools	Bijzonder invoerrecht op 1) benzine 2) suikerhoudende goederen 3) methylalcohol Vergunningsrecht tabak	
Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, taxe quinquennale due pour certains débits de boissons fermentées, taxe annuelle due par les détaillants de boissons spiritueuses	—	Taxes sur les cabarets
Taxes provinciales (perçues par l'Etat) sur les débits de boissons fermentées et spiritueuses	—	
Taxes de circulation sur les véhicules automobiles	Motorrijtuigenbelasting	Taxes de circulation sur les véhicules-automoteurs

Avis. — Convention internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye, le 1^{er} mars 1954 ; Ratifications et entrée en vigueur.

(*Mémorial* 1956, pp. 745 et ss.)

Suivant notifications du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, la Convention désignée ci-dessus a été ratifiée par l'Autriche, le 1^{er} mars 1956,
par le Luxembourg, le 3 juillet 1956,
par la Finlande, le 8 janvier 1957,
par l'Italie, le 11 février 1957.

En conformité des dispositions de son article 28, alinéa 1^{er}, la Convention est entrée en vigueur le 12 avril 1957.

Luxembourg, le 25 mai 1957.

*Le Président du Gouvernement,
Ministre des Affaires Etrangères,
Joseph Bech.*

Arrêté ministériel du 20 mai 1957 accordant temporairement dispense du contrôle obligatoire pour certaines préparations de viande, lors de l'importation.

Le Ministre de la Santé publique,

Vu les articles 14 et 15 de l'arrêté grand-ducal du 21 janvier 1957, concernant le contrôle des viandes ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont temporairement dispensés du contrôle obligatoire à l'importation :

- a) les conserves et semi-conserves de viande en boîtes hermétiques ;
- b) la viande et les préparations de viande de volaille, menu gibier, poissons, grenouilles, tortues, crustacés et mollusques ;
- c) la viande et les préparations de viande en transit à travers le Grand-Duché ;
- d) les tissus et liquides de provenance animale destinés à des buts scientifiques ou thérapeutiques ;
- e) la viande et les préparations de viande que les voyageurs importent comme provision de bouche ou que les personnes venant habiter le Grand-Duché importent lors du déménagement pour leur propre usage.

Art. 2. Sont dispensés du certificat sanitaire à l'importation, exigé à l'art. 15 de l'arr. gr.-d. du 21 janvier 1957, concernant le contrôle des viandes, la viande et les préparations de viande du menu gibier, des amphibiens, crustacés et mollusques.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 20 mai 1957.

Le Ministre de la Santé publique,
Emile Colling.

Avis. — Assurance-Maladie. — Par décision du 22 mai 1957 de Monsieur le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, les modifications suivantes des statuts de la Caisse régionale de maladie de Luxembourg adoptées par la délégation de ladite caisse en date du 15 avril 1957, ont été approuvées.

Texte des modifications :

I. L'ajoute au paragraphe 13 sub 1 sera libellée comme suit :

Ajoute : Par. 13. sub 1 :

«Les indemnités pécuniaires sont accordées dès le premier jour plein de l'incapacité de travail, lorsque la maladie entraîne une incapacité de travail de plus de 28 jours ou si elle est suivie de mort. Cette disposition est limitée à la durée d'une année c'est-à-dire à la période du 1.6.1957 au 31.5.1958.»

II. Les alinéas 7, 8, 9 et 10 du paragraphe 14 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Paragraphe 14, alinéa 7 :

« L'indemnité pécuniaire de maladie est portée à 70% du salaire normal. »

Alinéa 8 :

«En cas d'hospitalisation d'un assuré ayant charge de famille, l'allocation ménagère est fixée à 50% du salaire normal. Si le ménage compte plus de 2 personnes, il est accordé un supplément de 5% du salaire normal pour tout autre membre de famille à charge de l'hospitalisé, sans que le total de l'allocation de ménage, y compris les suppléments, puisse dépasser le montant de l'indemnité pécuniaire de maladie.»

Alinéa 9 :

«En cas d'hospitalisation d'un assuré pour lequel il n'y a pas d'allocation ménagère à payer, il est accordé un pécule journalier de 20% du salaire normal.»

Alinéa 10 :

«Les majorations sub 7, 8 et 9 sont limitées provisoirement à la durée d'une année c'est-à-dire à la période du 1.6.1957 au 31.5.1958. Elles sont applicables aux cas d'assurance en cours à la date de la mise en vigueur.» — 22 mai 1957.

Avis. — Emprunt grand-ducal 3,50 % de 1938

L'amortissement à la date du 15 juin 1957, de l'emprunt grand-ducal 3,50% de 1938, pour lequel une somme de 199.000,—francs nom. est prévue, a été fait partiellement par rachats en bourse. Pour le remboursement du reste il a été procédé à un tirage au sort.

Ont été rachetées :

Litt. A. — 8 obligations à 1.000,— francs

Litt. B. — 8 obligations à 5.000,— francs

Litt. C. — 7 obligations à 10.000,— francs.

Le tirage au sort a donné le résultat suivant :

Litt. A. — 21 obligations à 1.000 francs.

26	317	559	743	997	1105	1358	1544	1792	1928
109	475	623	805	1008	1236	1444	1697	1841	2082
268									

Litt. C. — 6 obligations à 10.000 francs.

39	115	290	450	505	785
----	-----	-----	-----	-----	-----

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Litt. A à 1.000 francs.

185 (2)	258 (4)	259 (3)	292 (1)
---------	---------	---------	---------

(1) obligations amorties le 15 juin 1943

(2) » » » 1944

(3) » » » 1946

(4) » » » 1954

Tous les titres remboursables ne peuvent être remboursés que lorsqu'ils sont dûment munis du certificat d'identification luxembourgeois.

Les obligations pourront être présentées directement à la Caisse Générale de l'Etat à Luxembourg.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres. — 20 mai 1957.

Avis. — Emprunt grand-ducal 4% de 1951.

Le tirage au sort des obligations de l'emprunt grand-ducal 4% de 1951 remboursables le 15 juillet 1957 par fr. 3.980.000 (+ 199.000 fr. prime) a donné le résultat suivant :

Litt. A. — 100 obligations à 1.000 fr. remb. par 1.050 fr.

37	850	1736	2418	3001	3545	4222	5027	5971	6671
147	991	1791	2486	3082	3546	4300	5107	6027	6748
249	1034	1850	2540	3190	3625	4336	5224	6176	6774
284	1137	1955	2623	3250	3688	4459	5313	6247	6841
376	1228	2100	2717	3287	3792	4547	5454	6287	6912
446	1295	2163	2748	3361	3840	4619	5568	6362	6988
537	1373	2246	2807	3418	3842	4684	5644	6435	7035
633	1474	2250	2860	3446	3948	4811	5703	6500	7106
736	1531	2275	2921	3482	4041	4898	5814	6541	7184
784	1622	2337	2989	3499	4144	4986	5880	6594	7222

Litt. B. — 92 obligations à 5.000 fr., remb. par 5.250 fr.

64	806	1537	2274	2940	3656	4350	5122	5818	6390
142	863	1615	2351	3026	3706	4410	5200	5867	6472
207	928	1709	2431	3174	3791	4575	5269	5955	6615
289	967	1781	2529	3337	3904	4655	5347	6056	6674
334	1072	1892	2614	3411	3963	4702	5406	6113	6714
394	1151	1957	2698	3464	4072	4810	5487	6157	6736
427	1209	2065	2802	3485	4139	4879	5541	6220	6793
521	1308	2123	2848	3556	4203	4949	5630	6273	6841
591	1399	2185	2910	3606	4306	5030	5696	6349	6906
667	1473								

Litt. C. — 27 obligations à 10.000 fr., remb. par 10.500 fr.

43	189	415	615	812	1053	1317	1564	1722	1876
72	289	461	657	889	1152	1374	1643	1799	1947
125	362	566	710	949	1221	1440			

Litt. D. — 23 obligations à 50.000 fr., remb. par 52.500 fr.

56	228	432	634	808	998	1094	1239	1464	1583
127	341	492	701	900	1032	1163	1348	1538	1665
170	393	528							

Litt. E. — 20 obligations à 100.000 fr., remb. par 105.000 fr.

40	174	316	449	637	844	997	1146	1233	1362
101	216	393	558	733	951	1084	1162	1316	1452

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Litt. A.

38 (3)	455 (3)	1742 (3)	1952 (2)	5518 (3)	7186(3)
132 (3)	960 (3)	1751 (3)	2788 (3)	6001 (3)	

Litt. B.

42 (3)	860 (3)	3962 (3)
641 (1)	2289 (3)	6629 (1)

Litt. C.

1 (2)	25 (3)	739 (2)
-------	--------	---------

(1) obligations amorties le 15 juillet	1954
(2) » » »	1955
(3) » » »	1956.

Les intérêts des obligations sorties au tirage du 3 mai 1957 cesseront de courir à partir du 15 juillet 1957.
— 20 mai 1957.

Avis. — Consuls. — Par arrêté grand-ducal du 15 mai 1957 l'exequatur a été accordé à S. Exc. Monsieur Ahmed Ramzy, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Égypte, pour exercer les fonctions de Consul général d'Égypte dans le Grand-Duché. — 17 mai 1957.

Avis. — Contributions directes et Accises. — Par arrêté grand-ducal du 11 mai 1957 le titre honorifique de receveur des contributions a été conféré à M. Adolphe *Greisch*, receveur des contributions en retraite.

— Par arrêté grand-ducal du 16 mai 1957 ont été déplacés les sous-chef de bureau et vérificateurs des contributions ci-après :

M. Raymond *Even*, vérificateur au service central de contrôle des sociétés, en la même qualité au service spécial de contrôle à Luxembourg ;

M. René *Gerin*, vérificateur au service central de contrôle des sociétés, en qualité de sous-chef de bureau à la Direction des Contributions à Luxembourg ;

M. Albert *Kalmes*, sous-chef de bureau à la Direction des Contributions, en qualité de vérificateur au service central de contrôle des sociétés à Luxembourg ;

M. Robert *Pickard*, vérificateur au service spécial de contrôle, en la même qualité au service central de contrôle des sociétés à Luxembourg. — 17 mai 1957.

Avis. — Emprunt grand-ducal 4% de 1947 (155.000.000 fr.).

Le tirage au sort des obligations de l'emprunt grand-ducal 4% de 1947 (155.000.000 fr.), remboursables le 1^{er} juillet 1957 par 2.330.000,— francs a donné le résultat suivant :

Litt. A. — 17 obligations à 500 francs.

86	292	384	481	548	701	774	885	971
254	343	450	512	645	748	840	932	

Litt. B. — 25 obligations à 700 francs.

71	74	412	415	828	1206	1208	1210	1452	1454
72	75	413	826	829	1207	1209	1451	1453	1455
73	411	414	827	830					

Litt. C. — 204 obligations à 1.000 francs.

37	1328	2955	4116	5551	6963	8257	9625	11135	12371
38	1437	2956	4217	5552	6964	8258	9626	11136	12372
215	1438	3067	4218	5769	7097	8347	9853	11245	12399
216	1611	3068	4449	5770	7098	8348	9854	11246	12400
333	1612	3159	4450	5931	7359	8553	10127	11341	12455
334	1767	3160	4557	5932	7360	8554	10128	11342	12456
469	1768	3335	4558	6101	7465	8603	10223	11433	12589
470	1949	3336	4701	6102	7466	8604	10224	11434	12590
575	1950	3453	4702	6267	7573	8679	10315	11665	12671
576	2083	3454	4833	6268	7574	8680	10316	11666	12672
681	2084	3571	4834	6457	7725	8749	10395	11869	12771
682	2259	3572	4931	6458	7726	8750	10396	11870	12772
811	2260	3699	4932	6499	7851	9061	10627	12045	12835
812	2415	3700	5159	6500	7852	9062	10628	12046	12836
879	2416	3863	5160	6509	7961	9153	10713	12143	12923
880	2563	3864	5351	6510	7962	9154	10714	12144	12924
1049	2564	3963	5352	6643	8107	9295	10811	12233	12963
1050	2675	3964	5471	6644	8108	9296	10812	12234	12964
1213	2676	4001	5472	6833	8165	9373	10913	12295	12983
1214	2803	4002	5499	6834	8166	9374	10914	12296	12984
1327	2804	4115	5500						

Litt. D. — 188 obligations à 5.000 francs.

65	1238	2449	3496	4847	5790	6979	7940	9327	10503
66	1399	2450	3563	4848	5903	6980	8105	9328	10504
181	1400	2599	3564	4945	5904	7019	8106	9403	10609
182	1503	2600	3591	4946	5983	7020	8277	9404	10610
365	1504	2717	3592	5019	5984	7083	8278	9581	10765
366	1631	2718	3679	5020	6117	7084	8415	9582	10766
481	1632	2843	3680	5129	6118	7347	8416	9681	10855
482	1831	2844	3941	5130	6259	7348	8621	9682	10856
581	1832	2959	3942	5229	6260	7383	8622	9749	11003
582	1895	2960	4113	5230	6403	7384	8745	9750	11004
747	1896	3129	4114	5369	6404	7445	8746	9887	11135
748	1981	3130	4209	5370	6537	7446	8831	9888	11136
847	1982	3253	4210	5475	6538	7579	8832	10041	11259
848	2067	3254	4391	5476	6667	7580	8909	10042	11260
999	2068	3337	4392	5533	6668	7715	8910	10223	11309
1000	2115	3338	4567	5534	6765	7716	9077	10224	11310
1103	2116	3427	4568	5653	6766	7855	9078	10315	11537
1104	2261	3428	4675	5654	6863	7856	9209	10316	11538
1237	2262	3495	4676	5789	6864	7939	9210		

Litt. E. — 106 obligations à 10.000 francs.

44	727	1440	2195	2905	3637	4374	5050	5733	6382
115	794	1517	2244	2982	3689	4425	5091	5772	6424
183	817	1595	2322	3028	3744	4486	5178	5846	6510
201	893	1605	2379	3058	3840	4555	5211	5919	6575
239	989	1708	2440	3109	3891	4622	5322	5968	6640
323	1035	1793	2514	3256	3950	4721	5396	6013	6738
384	1092	1818	2576	3297	4009	4773	5437	6107	6799
434	1176	1915	2608	3360	4084	4833	5521	6188	6838
501	1230	1980	2694	3460	4149	4899	5578	6226	6903
600	1309	1998	2792	3526	4219	4961	5681	6327	6971
631	1395	2095	2831	3579	4284				

Litt. F. — 2 obligations à 50.000 francs.

49 113

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Litt. A à 500 francs.

243 (6)

Litt. B. à 700 francs.

445 (6) 1020 (5)

Litt. C à 1.000 francs.

3667 (6)	8922 (5)	12854 (6)	13182 (2)	13398 (4)	13634 (1)
4597 (6)	10735 (6)	13035 (3)	13183 (4)	13403 (1)	13635 (2)
4598 (6)	10736 (6)	13036 (3)	13184 (4)	13404 (1)	13636 (2)
5995 (5)	12291 (6)	13059 (2)	13251 (1)	13427 (3)	13843 (2)
6566 (6)	12292 (6)	13060 (2)	13252 (1)	13428 (3)	13844 (2)
7199 (5)	12409 (6)	13065 (4)	13269 (3)	13603 (3)	13853 (4)
7200 (5)	12410 (6)	13066 (4)	13270 (3)	13604 (3)	13854 (4)
8271 (6)	12611 (6)	13125 (1)	13395 (2)	13605 (4)	13877 (1)
8272 (6)	12708 (6)	13126 (1)	13396 (2)	13606 (4)	13878 (1)
8921 (5)	12853 (6)	13181 (2)	13397 (4)	13633 (1)	13895 (3)
					13896 (3)

Litt. D à 5.000 francs.

1258 (5)	11767 (4)	11938 (3)	12111 (1)	12302 (4)
2059 (6)	11768 (4)	11953 (2)	12112 (1)	12311 (1)
3200 (6)	11809 (3)	11954 (2)	12113 (4)	12312 (1)
9547 (6)	11810 (3)	11963 (4)	12114 (4)	12341 (2)
9548 (6)	11865 (1)	11964 (4)	12135 (2)	12342 (2)
11743 (2)	11866 (1)	12057 (3)	12136 (2)	12399 (3)
11744 (2)	11937 (3)	12058 (3)	12301 (4)	12400 (3)

(1) obligations amorties le 1 ^{er} juillet 1948
(2) » » » 1949
(3) » » » 1950
(4) » » » 1951
(5) » » » 1955
(6) » » » 1956

Les intérêts des obligations sorties au tiage du 3 mai 1957 cesseront de courir à partir du 1^{er} juillet 1957.
— 20 mai 1957.

Avis. — Sociétés de secours mutuels. — Par arrêté de Monsieur le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale du 25 mai 1957, les statuts de la Caisse de décès de la Philharmonie grand-ducale et municipale Ettelbruck ont été approuvés et ce à partir du 1^{er} mai 1957.

Sterbekasse der Mitglieder der Philharmonie Grand-Ducale et Municipale, Ettelbrück.

SATZUNG.

I. *Name, Sitz, Zweck der Kasse.*

Art. 1. Unter der Benennung «Sterbekasse der Mitglieder der Philharmonie Grand-Ducale et Municipale, Ettelbruck» wird ein auf Gegenseitigkeit beruhender Versicherungsverein mit dem Sitz in Ettelbrück gegründet.

Art. 2. Der Verein untersteht dem Gesetz vom 11. Juli 1891 einschließlich der hier aufgeführten Satzungen.

Art. 3. Der Verein hat den Zweck, nach Maßgabe des Artikels 10, den Berechtigten ein Sterbegeld zu gewähren und ermöglicht gleichzeitig den Beitritt zur Caisse chirurgicale Mutualiste du Grand-Duché de Luxembourg.

II. *Beitritt, Ausschuß, Austritt.*

Art. 4. In die Kasse können als Mitglieder aufgenommen werden alle aktiven Mitglieder der Philharmonie Grand-Ducale et Municipale von Ettelbrück, welche am Tag der Gründung der Kasse der Philharmonie angehören oder derselben später beitreten.

Die aktuellen Mitglieder der Philharmonie können spätestens innerhalb der nächsten 10 Jahre der Kasse beitreten. Die künftigen Mitglieder der Philharmonie werden nur bis zum Ablauf des zehnten Jahres ihrer Zugehörigkeit zur Philharmonie in die Sterbekasse aufgenommen.

Art. 5. Die Beitrittsberechtigten müssen ein mit Unterschrift versehenes Aufnahmegesuch an den Präsidenten der Kasse einreichen. Das Gesuch muß enthalten: Namen u. Vornamen, Ort und Datum der Geburt sowie das Datum des Eintritts in die Gesellschaft. Über die Aufnahme entscheidet der Vorstand der Kasse. Diese Entscheidung wird dem Antragsteller durch Post zugestellt. Die Zugehörigkeit zur Kasse gilt ab dem Tag, wo der erste Jahresbeitrag entrichtet worden ist.

Alle aufgenommenen Mitglieder erhalten ein Exemplar der Satzung ausgehändigt.

Art. 6. Die Mitgliedschaft erlischt:

- a) durch Tod;
- b) durch freiwilligen Austritt, welcher dem Präsidenten schriftlich angezeigt werden muß;
- c) die Mitgliedschaft kann durch Beschluß des Vorstandes entzogen werden
 1. wenn die Beiträge trotz Mahnung nicht gezahlt werden (Artikel 8);
 2. wenn das Mitglied den Vereinsinteressen wissentlich zuwiderhandelt. In diesem Falle steht dem ausgeschlossenen Mitglied die Berufung an die Generalversammlung zu.

Diejenigen Mitglieder, die aus der Musikgesellschaft austreten, können Mitglied der Sterbekasse verbleiben.

Art. 7. Ausgeschiedene Mitglieder verlieren durch ihren Austritt jeden Anspruch an die Kasse.

Die freiwillig ausgetretenen Mitglieder können wieder aufgenommen werden, falls sie das 40. Lebensjahr nicht überschritten haben, und die seit ihrem Ausscheiden verfallenen Beiträge einschließlich den Zinsen, zum einfachen Zinsfuß zu 5%, binnen einer vom Vorstand zu bestimmenden Frist nachzahlen. Außerdem ist ihrem Aufnahmegesuch ein vom zuständigen «Médecin-Inspecteur» ausgestelltes Gesundheitszeugnis beizufügen.

III. *Beiträge.*

Art. 8. Die Beiträge sind an den Kassierer jährlich vor dem 1. April in einem Betrag einzuzahlen.

Die neu aufgenommenen Mitglieder müssen ihren ersten Jahresbeitrag innerhalb zwei Monaten nach Erhalt der in Artikel 5 vorgesehenen Entscheidung des Vorstandes entrichten.

Ist bei Ausscheidung durch Todesfall der Beitrag für das laufende Kalenderjahr noch geschuldet, so wird derselbe von dem zu zahlenden Sterbegeld abgezogen.

Die Mitglieder, die mit der Zahlung ihres Beitrages im Rückstand sind, werden innerhalb eines Monats nach dem Erfalltag vom Kassierer mittels Briefes unter Hinweis auf die Folgen weiterer Säumnis, an die Zahlung erinnert. Für jede Mahnung ist ein Zuschlag von 10,— Franken an die Kasse zu entrichten.

Wurde einer zweiten Mahnung innerhalb 14 Tagen nicht Folge geleistet, so kann der Vorstand den Ausschuß aus der Sterbekasse verfügen.

Art. 9. An Beiträgen haben die Mitglieder jährlich einzuzahlen: bei einem Eintrittsalter von:

12—15 Jahren	168,— Franken	41 Jahren	294,— Franken
16 »	172,— »	42 »	300,— »
17 »	176,— »	43 »	306,— »
18 »	180,— »	44 »	312,— »
19 »	184,— »	45 »	318,— »
20 »	188,— »	46 »	324,— »
21 »	192,— »	47 »	330,— »
22 »	196,— »	48 »	336,— »
23 »	200,— »	49 »	342,— »
24 »	204,— »	50 »	358,— »
25 »	208,— »	51 »	374,— »
26 »	212,— »	52 »	390,— »
27 »	216,— »	53 »	406,— »
28 »	220,— »	54 »	422,— »
29 »	224,— »	55 »	438,— »
30 »	228,— »	56 »	454,— »
31 »	234,— »	57 »	476,— »
32 »	240,— »	58 »	496,— »
33 »	246,— »	59 »	516,— »
34 »	252,— »	60 »	536,— »
35 »	258,— »	61 »	556,— »
36 »	264,— »	62 »	576,— »
37 »	270,— »	63 »	596,— »
38 »	276,— »	64 »	616,— »
39 »	282,— »	65 u. mehr	636,— »
40 »	288,— »		

IV. Sterbegeld und Empfangsberechtigung.

Art. 10. Beim Ableben eines Mitgliedes gewährt die Kasse ab dem sechsten vollen Mitgliedsjahr ein Sterbegeld von 10.000 Franken.

Im ersten Jahre der Zugehörigkeit zur Kasse wird kein Sterbegeld gewährt. Vom zweiten bis zum vollendeten fünften Jahre der Zugehörigkeit wird nur die Hälfte des obigen Betrages ausgezahlt.

Art. 11. Das Sterbegeld ist nicht pfändbar und nicht übertragbar. Dasselbe wird in folgender Präferenz-Ordnung ausgezahlt an :

1. die überlebende Ehefrau, falls solche bis zum Tode in häuslicher Gemeinschaft mit dem Verstorbenen gelebt hat ;
2. die Kinder;
3. die Eltern ;
4. die Geschwister und Geschwisterkinder.

Ist keiner der hier angegebenen Empfangsberechtigten vorhanden, so wird das Sterbegeld an denjenigen ausbezahlt, der die Kosten des Begräbnisses übernommen hat.

Dasselbe wird ausgezahlt, unter Vorlegung der Sterbeurkunde, gegen Quittungsleistung des Empfängers.

V. Vermögensverwaltung.

Art. 12. Das Kassenvermögen besteht aus :

1. den Beiträgen der Mitglieder ;
2. den Zinsen der angelegten Gelder ;
3. den von der Regierung oder Gemeinde bewilligten Zuschüssen ;

4. den Schenkungen und Vermächtnissen ;
5. allen sonstigen Einnahmen.

Art. 13. Die Kassengelder sind bei der Sparkasse, oder gemäß Artikel 7 des Gesetzes vom 22. Juli 1891 in luxemburgischen Staats- oder Gemeindeobligationen zinsbringend anzulegen.

Art. 14. Übersteigt der Kassenbestand und das Guthaben beim Postscheck die Summe von 5.000,— Franken, so ist der Überschuß an die Staatssparkasse abzuführen.

Art. 15. Die Kassengelder dürfen in keinem Falle zu einem andern als dem ausdrücklich in der Satzung angewiesenen Zwecke verwendet werden.

VI. *Verwaltung.*

Art. 16. Die Verwaltung der Kasse liegt in den Händen eines Vorstandes, der aus 5 Personen besteht dem Präsidenten,
dem Vize-Präsidenten,
dem Schriftführer,
dem Kassierer
und einem Beisitzenden.

Die Funktionen des Schriftführers und des Kassierers können kumuliert werden. In diesem Falle zählt der Vorstand 2 Beisitzende.

Art. 17. Die Vorstandsmitglieder werden von der Generalversammlung in geheimer Abstimmung und mit relativer Stimmenmehrheit gewählt.

Stimmenberechtigt und wählbar sind alle Mitglieder der Sterbekasse, welche den Beitrag für das laufende Jahr bezahlt haben.

Der Präsident wird von der Generalversammlung bezeichnet ; die Verteilung der übrigen Aemter geschieht durch den Vorstand selbst.

Abgesehen von der Ersetzung einzelner verstorbener oder freiwillig vor Ablauf der Amtsdauer austretender Mitglieder, wird der Vorstand allé zwei Jahre zur Hälfte erneuert.

Zur ersten Austrittsfolge gehören zwei Mitgheder mit Einschluß des Vizepräsidenten ; zur zweiten drei Mitglieder, darunter der Präsident.

Über das erste Ausscheiden entscheidet das Los.

Die Ausgeschiedenen sind wieder wählbar.

Das Amt eines Vorstandsmitgliedes ist ein Ehrenamt, somit unentgeltlich. — Nur dem Schriftführer und dem Kassierer kann von der Generalversammlung eine Entschädigung bewilligt werden.

Art. 18. Der Vorstand versammelt sich, so oft dies das Bedürfnis erfordert, in der Regel mindestens alle drei Monate. Die Vorstandsmitglieder sind mindestens drei Tage vorher durch den Präsidenten zu der Sitzung einzuladen. Eine Sitzung ist in allen Fällen einzuberuten, falls die Mehrheit der Vorstandsmitglieder dies beim Präsidenten beantragt.

Art. 19. Der Präsident, oder, in dessen Ersetzung der Vize-Präsident, oder das dienstälteste Vorstandsmitglied überwacht und sichert die Ausführung der Satzungsbestimmungen, führt den Vorsitz in Versammlungen, unterzeichnet alle Urkunden, Beschlüsse, Beratungen, und vertritt die Kasse in ihrem Verkehr mit den öffentlichen Behörden. Der Vorsitzende erläßt die nötigen Anordnungen für die Vorstandssitzungen und die Einberufung der Generalversammlungen.

Art. 20. Der Schriftführer besorgt sämtliche schriftliche Arbeiten der Kasse (Sitzungsberichte, Korrespondenz, Einberufungen usw.) und ist mit der Aufbewahrung des Archivs betraut.

Art. 21. Der Kassierer besorgt sämtliche Kassengeschäfte. Er hat die der Kasse zufließenden Gelder nach gegenwärtiger Satzung in Empfang zu nehmen und darüber Rechnung zu führen in einem durch den Präsidenten mit Seitenzahl und Namenszug versehenen Kassenbuch. Er haftet für die Gelder, die sich in der Kasse befinden, bewerkstelligt die Anlage und Erhebung der Gelder bei der Sparkasse usw., den Ankauf

der in Artikel 13 versehenen Wertpapiere und die Hinterlegung derselben bei der Caisse Générale de l'Etat, gemäß dem Beschluß des Vorstandes und unter Aufsicht des Präsidenten. Er sorgt für die Auszahlung des erfallenen Sterbegeldes unter Berücksichtigung der Bestimmungen der Artikel 8, 10 und 11.— Er führt die Mitgliederkartei, legt die Aufnahmegesuche vor und hat für rechtzeitige Mahnung der rückständigen Beiträge zu sorgen.

Art. 22. Die General-Versammlung ernennt alle 2 Jahre eine Kommission von 3 Kassen-Revisoren. Dieselbe muß mindestens einmal im Jahre die Kasse und Buchführung genau überprüfen. Die Revisoren dürfen weder unter sich noch mit einem Vorstandsmitglied verwandt sein.

Art. 23. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Am Ende des Jahres hat der Kassierer einen Rechnungsbericht abzulegen. Derselbe wird von den Kassenrevisoren geprüft und dem Vorstand begutachtet und bei der nächsten Generalversammlung den Vereinsmitgliedern zur Genehmigung vorgelegt.

Art. 24. Ausgaben leistet der Kassierer nur gegen Zahlungsanweisung, welche vom Kassierer und vom Präsidenten resp. seinem Stellvertreter unterschrieben sein muß.

Art. 25. Der Vorstand faßt seine Beschlüsse mit Stimmenmehrheit und bei Anwesenheit von mindestens drei Vorstandsmitgliedern. Bei Stimmengleichheit entscheidet der Präsident.

Art. 26. Wenn ein Vorstandsmitglied während seiner Amtsdauer aus dem Vorstand austritt, oder sich dauernd verhindert sieht, seinen Obliegenheiten gegen die Kasse nachzukommen, so wird in der nächsten Generalversammlung zu dessen Ersetzung geschritten, und zwar für die Restdauer seiner Amtsführung.

Die Mitglieder des Vorstandes, welche in drei aufeinanderfolgenden Sitzungen ohne begründete Entschuldigung fehlen, gehen ihres Amtes ohne weiteres verlustig und werden durch Neuwahl in der nächstfolgenden Generalversammlung ersetzt.

Art. 27. Der Verein tritt alljährlich, im Monat April, in ordentlicher Generalversammlung zusammen.

Art. 28. Stimmberechtigt in der Generalversammlung sind alle Mitglieder der Kasse, falls sie den Beitrag für das laufende Jahr bezahlt haben. Jedes Mitglied kann sich durch ein anderes stimmberechtigtes Mitglied vertreten lassen. Die diesbezügliche Vollmacht muß 2 Tage vor der Generalversammlung beim Schriftführer hinterlegt werden. Niemand kann mehr als zwei Mitglieder vertreten, d. h. höchstens drei Stimmen abgeben

Art. 29. In der Generalversammlung legt der Vorstand Rechnung ab über seine Tätigkeit, die gesamte Geschäftsführung des letztvergangenen Jahres und über die am 31. Dezember abgeschlossene Finanzlage. Die Rechnungsablage wird mit dem Bericht der Revisoren mindestens acht Tage vor der Versammlung den einzelnen Mitgliedern im Drucke zugeschickt.

Nach Gutheißung der Rechnungsablage vollzieht die Versammlung die erforderliche Neuwahl des Vorstandes sowie die erforderliche Ernennung der Kassenrevisoren.

Art. 30. Außer der ordentlichen Generalversammlung kann der Präsident, entweder eigenmächtig oder auf Vorschlag des Vorstandes, außerordentliche Generalversammlungen einberufen. Er ist dazu verpflichtet falls es das Interesse der Kasse erfordert oder mindestens ein Fünftel der Mitglieder durch schriftlich begründeten Antrag unter Angabe der Tagesordnung darauf drängt. In diesem Falle muß die außerordentliche Generalversammlung innerhalb drei Wochen nach Erhalt des Antrages stattfinden.

Art. 31. Zu den Generalversammlungen werden die Kassenmitglieder mindestens acht Tage vorher schriftlich unter Mitteilung der Tagesordnung durch den Kassenvorstand eingeladen.

Art. 32. Vorbehaltlich der unter Art. 35 vorgesehenen Ausnahme ist die Generalversammlung bei Anwesenheit der Hälfte der Mitglieder beschlußfähig.

Eine zweite neu einberufene Generalversammlung ist über eine schon vorgelegte Tagesordnung in allen Fällen beschlußfähig.

Die Beschlüsse werden mit absoluter Stimmenmehrheit gefaßt. Im Falle von Stimmengleichheit entscheidet der Präsident ; bei Ernennungen hat in demselben Falle der ältere Kandidat den Vorrang.

Der Präsident hat das Recht, Ruhestörer zur Ordnung zu rufen und bei anhaltender Störung die Versammlung aufzulösen.

VII. Streitigkeiten.

Art. 33. Streitigkeiten im Schoße der Kasse werden von zwei seitens der beteiligten Parteien ernannten Schiedsrichtern geschlichtet.

Unterläßt eine Partei diese Ernennung, so kann der Kassenpräsident dieselbe vornehmen.

Bei geteilter Ansicht entscheidet ein dritter Schiedsrichter, der durch die beiden ersten, oder, in deren Ermangelung durch den Kassenpräsidenten ernannt wird.

Alle Kassenmitglieder übernehmen die Verpflichtung sich der Entscheidung dieses Schiedsgerichtes bedingungslos zu unterwerfen.

Ist die Kasse als solche bei der Streitfrage beteiligt, so vertritt dieselbe der Präsident der höheren Kommission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen.

VIII. Aenderung der Satzungen.

Art. 34. Aenderungen dieser Satzung können nur durch die Generalversammlung vorgenommen werden, die in der vorgeschriebenen Form einzuberufen ist. Anträge auf Abänderung können direkt vom Vorstand oder auf schriftlichem Wege durch mindestens ein Fünftel der Mitglieder gestellt werden. In letzterem Falle sind die Anträge mindestens einen Monat vor der Generalversammlung dem Vorstand unter genauer Angabe der Tagesordnung schriftlich vorzulegen.

Der Vorstand fertigt einen ausführlichen Bericht über die Anträge an, der der Generalversammlung unterbreitet wird.

Aenderungen der Satzungen bedürfen der Annahme von drei Viertel der anwesenden Mitglieder und der Genehmigung der Regierung, gemäß Art. 2 des Großh. Beschlusses vom 22. Juli 1891.

IX. Auflösung.

Art. 35. Die Kasse darf sich eigenmächtig nur bei erwiesener Unzulänglichkeit ihrer Mittel auflösen.

Die Auflösung kann nur in einer Generalversammlung beschlossen werden, welche eigens zu diesem Zwecke einberufen ist, und zwar mindestens zwei Monate im voraus durch Einzelbriefe, unter Angabe der Tagesordnung.

An der Abstimmung müssen mindestens drei Viertel der Kassenmitglieder teilnehmen.

Der Auflösungsbeschluß, welcher mit mindestens drei Viertel der abgegebenen Stimmen gefaßt sein muß, ist nur mit Gutheißung der Regierung rechtskräftig.

Im Falle der Auflösung werden zuerst, soweit die finanzielle Lage dies erlaubt, die von der Philharmonie Grand-Ducale et Municipale Ettelbrück für die Sterbekasse gezahlten Unkosten und Beiträge an dieselbe zurückerstattet. Für die weitere Liquidierung gilt Art. 9 des Großh. Beschlusses vom 22. Juli 1891.

Avis. — Association syndicale libre. — En conformité de l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour la construction d'un chemin syndical au lieu-dit «Beichelsheck» à Merscheid a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Heiderscheid.

— 24 mai 1957.

Avis. — Association syndicale libre. — En conformité de l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour l'installation de conduites d'eau dans les parcs à bétail aux lieux-dits «in der Hoehle, auf der Hostert, unter der Strass etc.» à Fischbach a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Heiderscheid.

— 28 mai 1957.

